

Il est signataire du rapport Symington à ce sujet, mais il a changé d'opinion depuis, dit-il. Je cite l'article de M. Zuckert:

La fonction précise du secrétaire de l'Aviation, de 1961 à 1965, comprenait la tâche énorme de diriger la formation ou l'élimination par stade de six dispositifs stratégiques d'armements d'importance majeure à l'état opérationnel—le B-47, le B-52, le B-58, le Titan II, les Minutemen I et II, aussi bien que leurs effectifs formés et leurs installations de soutien logistique. Il devait continuellement se préoccuper de maintenir l'équilibre entre le personnel spécialisé et les ressources, sans nuire à l'efficacité de l'ensemble des opérations.

Ces considérations m'ont fait décider de rester à mon poste. Elles ont contribué à modifier mes opinions. Depuis dix ans et plus, j'étais un ardent apôtre de l'unification. Mais j'en suis venu à reconnaître, tout comme le sous-secrétaire à la Défense, M. Roswell Gilpatric, dans sa conférence de presse du mois de janvier 1964, lorsqu'il fit ses adieux, que l'unification plus poussée du département de la Défense n'est ni pratique ni souhaitable.

N'oublions pas, monsieur l'Orateur, que les propositions des États-Unis étaient loin d'aller aussi loin que les propositions actuelles du ministre. Pour eux, il n'était aucunement question d'un service unique; l'unification signifie l'union des forces sous un chef d'état-major, un chef de la défense, un ministre. Voilà ce à quoi ils visent, et ils n'en sont même pas encore là. Le ministre ne propose pas seulement de donner suite aux changements structureaux qu'il a formulés; il veut également un service unique.

Je poursuis la lecture de l'article de M. Zuckert:

Dans toute circonstance que je puis prévoir, l'unification de l'organisation militaire des États-Unis est allée aussi loin qu'elle le devrait. Cette déclaration reconnaît le fait que dans certains secteurs du service, le séparatisme a jusqu'ici résisté à la réforme.

Il énumère ensuite certains de ces secteurs où des améliorations semblent s'imposer. A cet égard, les membres de notre groupe reconnaissent avec le gouvernement que certains changements auraient pu être apportés aux niveaux de l'administration et de l'approvisionnement des services armés en 1964. Je poursuis:

● (5.10 p.m.)

Considérant l'ensemble des rôles et des missions des services, aucune raison militait en faveur de services séparés ne semble plus importante que la liberté d'appliquer bien des années de réflexion et d'expérience aux concepts des opérations et aux exigences relatives aux armes. On a inculqué aux soldats, aux marins et aux aviateurs ainsi qu'aux fusiliers marins le sens de l'honneur professionnel, quant à l'établissement des besoins de chaque corps, la conception et la production d'armes appropriées, la mise au point de principes régissant l'usage adéquat de telles armes au combat et l'entraînement et l'approvisionnement des troupes pour l'utilisation efficace des armes dans un milieu familial. Cet effort collectif déployé par chaque service est

[L'hon. M. Lambert.]

ensuite coordonné par un seul commandant en campagne en vue de son utilisation dans les rouages militaires coordonnés, de la manière approuvée par les chefs d'état-major interarmes.

Ensuite, la dernière citation:

Uniquement du point de vue de la direction des opérations, le maintien de l'identité des services est parfaitement conforme à la pratique suivie par les entreprises les plus à la page, aux États-Unis.

Il cite comme exemple la *General Motors*. C'est précisément le contraire de la thèse que le ministre a soutenue l'autre jour dans son discours et selon laquelle l'établissement de programmes d'armement, et de cadres, l'exécution d'analyses faites au moyen d'ordinateurs électroniques et ainsi de suite exigent un seul service. M. Zuckert affirme tout le contraire. Je dirais qu'il a autant sinon plus d'expérience que le ministre dans le manie-ment d'une très vaste organisation. Plus loin:

La *General Motors*, par exemple, maintient des divisions distinctes pour la fabrication des Chevrolet, des Buick, des Oldsmobile et de ses autres produits. Chaque division est exploitée selon la politique énoncée par l'entreprise mère, qui encourage même, dans des limites raisonnables, une saine concurrence pour soutenir l'émulation entre ses diverses divisions.

Une structure où l'autorité est centralisée au sommet et la responsabilité de la gestion décentralisée au niveau du service est bien près d'être ce qui répond le mieux à nos besoins.

Et encore plus loin:

Les services militaires, organisés essentiellement en fonction du milieu dans lequel chacun exerce son activité, offrent précisément, par l'intermédiaire des secrétaires des services, ce niveau moyen de gestion que personne d'autre ne pourrait assumer aussi efficacement au département de la défense.

L'article traite des objections à l'unification au niveau ministériel et administratif, ce qui est loin de ce que propose le ministre. Aussi, s'inspire-t-il beaucoup plus de la logique que de ce que le ministre a proposé. Il est question ensuite des autres pays de l'OTAN. Que font-ils pour seconder le projet du Canada? Rien.

Comment le ministre envisage-t-il les forces canadiennes collaborant avec des unités alliées organisées en trois armes déterminée par le milieu, marine, armée et aviation, alors que le Canada n'aura ni marine, ni armée, ni aviation? Le ministre dit que les matelots, les aviateurs et les soldats seront tous désignés simples soldats et tous dotés d'un pareil uniforme qui ne les distinguera pas les uns des autres, le tout issu de la même masse amorphe.

Le ministre a tenté de soutenir sa thèse concernant la réorganisation, mais même son discours de décembre dernier renfermait très peu d'éléments concrets touchant la réorganisation complète des forces canadiennes. Nous nous sommes heurtés à la même difficulté